

PL/PV:3019

Paris le 28 Octobre 1986

Chers camarades,

Comme prévu, le prochain bureau national se tiendra le **VENDREDI 31 OCTOBRE à 9 h 30** au siège de l'Union Nationale 72 rue de Clichy (métro place Clichy).

Situé le lendemain des trois journées nationales d'action pour le réinvestissement de l'Etat dans nos formations, ce bureau national se devra de bien analyser l'ensemble de la situation universitaire nouvellement créée.

Toutes les rentrées sont maintenant faites. Dans maintes AGE, des luttes intéressantes progressent. Celles-ci doivent se développer, tant en qualité qu'en quantité, et permettre qu'au cours de ces mouvements de plus en plus d'étudiants s'organisent et se syndiquent, pour gagner le retrait du projet Devaquet et un budget 87 concrétisant le réengagement de l'Etat.

Les perspectives qu'ouvrent ces premières actions peuvent nous permettre d'être ambitieux pour l'avenir, encore faut-il que rien ne soit laissé au hasard tant au niveau de la réflexion de toute l'Union Nationale que du travail de l'ensemble du Bureau National.

Aussi, je te demande de réfléchir à :

- * la situation politique et universitaire de cette fin octobre

- * la mise en application du 71^e congrès dans ton AGE ou (et) tes suivis

- * l'organisation des stages décentralisés décidés lors du B.N. des 28 et 29 Septembre

- * ton rôle de membre du B.N. pour faire avancer le travail et la réflexion de toute l'Union Nationale et surtout les luttes étudiantes.

- * la suite à donner aux luttes d'octobre pour concrétiser ce qui commence à bouger dans les facs.

La responsabilité de chaque membre du Bureau National est aujourd'hui engagée dans le développement du mouvement étudiant.

De la capacité du syndicat à offrir des perspectives claires, réalistes et ambitieuses, de la capacité du B.N. à ne laisser aucune AGE sur la touche, de la capacité de chaque AGE à intégrer tous les syndiqués, dépendra la suite des événements.

Comptant sur ta participation active à ce prochain Bureau National, je te souhaite bon travail jusque là !

Patrice LECLERC
Président de l'UNEF

PS : le B.N. se réunissant sur une seule journée, je te demande de veiller à arriver à l'heure et d'assister à l'ensemble de la réunion.

30/ octobre/ 1986

Prepa. B.N. du 31/10. (AGE par AGE).

Nice → Greve le 23 avec les VEREPS.
 Mut de pole ampleur avec peu de structuration.
 Tres peu d'adherants. (LAURIER a tente de recuperer.)

Lille → Tres petit.
 A.G. de prevu le 30.10

Marseille → Travail sur plusieurs faces.
 Votes de greve - vote d'une motion pour l'UNEF.
 Porte a porte prevu sur Lumigny.
 (100 personnes a l'A.G. hier. mais orga pas mobilisee sur ce pb.
 Motion sur la Loi Devaquet etc...)

Bordeaux → A.G. a 70 ~~h~~ (mardi 28).
 Commence a travailler par association (trac de la perspec.
 tive des luttes sur la construction de l'orga.)
Partie des I.U.T. (a noter.)
 A.G. hier pour appeler a la greve.

ST. Etienne → A.G. Sciences (~100)
 Construit un bon bureau d'Assoc en Sciences.
 Vaut en lettres / Δ. → Const. de l'orga.

Rennes → EPS : action a la rentrée de l'assoc UNEF.
 (Pas d'Imp. cette semaine.)

Poitiers → l'U.d + Collectif d'action avec l'UNEF qui bouge
 Caroline ne s'occupe + de rien.
 Gros pb avec les Coop (depot de bilan.)
 Mais, on cherche UNEF partt.
 Situation globalement critique.
 Mais voir la FRUF.

- Lyon → Possibilité mais encore tt petit.
Cadres anciens. Pas d'intégr. nouveaux adhérents.
Tp longtemps coupés du B.N.
- Toulouse → Pas d'Info.
Ne s'est rien passé. Difficile
- Aix → Demarre bien en 4 et histoire (littes + struct. de l'orga.) - Pas Socio/LEA bouge sans nous.
Tire de mauvais enseignements des littes de Mai et Juin.
Bep de nouveaux cepdt.
A.G. de rentrée le 4/nov./1986 - Conf de Presse auj.
- Brest → Orientation Ceidétiste.
Fricote avec l'U.id.
- Nantes → 10 cas C.Orga.
Tentative de Uid motion commune (avec Brest et Caen.)
Pb de T.D. surchargés, Jc...
- Le Mans → demande un suivi.
Pas d'Info.
a reçu la motion de Caen/Brest etc...
- Nancy → 36 adhérents
lettres (100 adh). Implanter un peu partt.
P. Dapierre : O.K. pour le B.N.
Gros truc pour le 4/nov. contre Desapret.
- Strasbourg → Pas de suivi.
A.G. le 23.10 de preuve.
Pas les coprs restent ar ex. vi.

Besançon / Dijon / Caen / Clermont / Pau / Arignan

Arignan → Pierre G. serait O.V. pour le suivi.

Le Havre → 1 cas, mais rien sinon.
Varré pour 1 prise initiative.

Raven → Bon travail d'orga. Bonne mise en oeuvre de l'orientation.
Création d'une orga historique UNEF.
Tfais peu de contact avec le BN.

Toulouse → Soirée Chili (~ 100 jeunes d'été).
Luttes sur les examens à N.3.
Peu de suivi.

Orléans → Quelques pbs sur l'orientation (Tp passif).
Tfais 10 cartes pètes signés
L'exo en Sciences n'a pas abouti.

Limoges → V.G. pense aux adhérents.
Se bat sur la Le: Devapvet.
Interviewe des les am q / Structure l'assoc.
Tentative d'une Grève la semaine prochaine.

Grenoble → AG Intersyndicale le 21.10.86. (avec U.r.d)
Peu de suivi
EPS AG. demain
Grève lundi

C. Ferrand → Contact.

Reims, pas de nouvelles.

Paris / Bilan Contradictoire car AGF megalés.
La FAGIF a mené 2 actions petites (28 et 30).
C'est pas trop mal mais manque d'organisation et de perspectives.

Nanterre → fait des ann C - Infes.
Adhérents ts les jours mais pas utilisés.

P. XII → Ça lutte et construit. (Sur Cretel surtt.)
Détermination de pps copains.
Fixe des objectifs.

P. XIII → Activités régulières mais pps copains sont peu déterminés.
A.G. mardi 4 nov. des Etud.
Laurence C. tire bep.
Sur le 30/10 → AGF présente.
(Travaille pas assez dans leurs ann C.)

P. VIII → Dramatique.

Jussieu → Très petit. Pb d'orientation.

INALCO → (cf suivi)

P. I. → Gsse difficultés (Victimes de leur developpt).
Bep de présence : ann C - Interu.

Manque de structuration - de détermination et de savoir faire.

Possibilité de monter des anns partt mais copains jeunes et peu formés.

Glaude bep dans la coop.

P. IV → A.G. mercredi 5/nov.
Rien malgré l'écho favorable.

P. V → Deux à la volonté de construire l'orga.
Mais pssn difficile.

Orsay -> / nana + VEREPS par dem. are
Bien l'or EPS / + AL.E.

Se. Po. -> d'initiative de + eu + et s l'UNEF
Avance vraiment bien.

Archi -> Un peu coupe du B.N. pd u.

P.V -> Adhesions : + de 10 à Descartes.

Sante -> Pas de uelles.
Ils de X.A. qui est de facto le fdt.

P.IX -> 8 copains

Orga pas homogene.

Manque bep le schema de l'action : objectif de luttes + objectif d'organisation. C'est tp sut l'un ou l'autre.

Pas d'utilisation des adherents ds les luttes.

On oublie, pour la lutte, la construction // de notre orga. (à l'opposé du syndicalisme ou ♥ des études.)

P Bep d'ACF dans la nature pd u.

Les autres à faire progresser.

Bilan des 2 semaines

Couir sections nationales : pas terribles

Mais localement, bep de choses ont bougé ds les faes.

-> Comment amplifier les luttes? Question du B.N.

(Orga + luttes) : Utilisation des adherents

-> Où on veut aller maintenant? Les perspectives.

Aujourd'hui, on en est pas à la Coordination Nationale des luttes. Priorité sur les terrains de faes ds le developp des

littes et de l'orga.

- Pour le 4 nov. 1986 : objectifs par lacs plutôt que bataille Nat.
Première délégation au FEN des Cortes Letitieux Sév.
 - └ Tracts - Appel à l'action.
 - └ Conf. de Roche (?)
- Manif de la FEN le 23 nov. 1986. (EPS déjà avec le SNEP)
 - (2b des mots d'ordre (Voir avec SNEFup/SNCS/SNES)
 - (On doit participer si cette manif : appel aux ét. Parisiens + deleg. de Province.
 - 2b de l'U. id présente dans cette manif.
- Tract national sur les 2 demandes d'action.
Bilan.
- Circulaire aux AGE
- Plan de suivi & revue
- Stages nationaux des Régions.

Discussion

- P.V. Encore une mauvaise ~~compréhension~~ compréhension de l'orientation. Tp le syndicalisme d'élite.
Avec Devopret : On ne se bat pas avec contre le projet car 2 aspects : Ce qui se passe c'est le projet - Mais le projet va donner les moyens d'aller + loin.
- P.S. Donner aux ét. des perspectives d'action immédiates.

[Faire passer aux faits que, pour les ét., la bataille prat. sur de tels pts pourrait passer par un rapprochement de notre niveau d'action (Du au scepticisme devant la lutte.)]

P.V. Ou ne tient pas ttes les A.G. de retraités.

Ex. de P.12 \uparrow Risque que l'anné, une fois avoir passé, retombe.
 \downarrow Construire les luttes (c.à.d. ne pas laisser tomber l'orga pdt qu'on est sur 2 pb.)

A partir des luttes, montrer la globalité des luttes.

A.G. des adhérents le 4 nov. 1986.

— 0 le nov. 1986 : Cartes Seta Secu au Ministère.

— 0 Assises Nationales des Luttes.

(29/30 nov. 1986) (— 0 Manifest. Nat. ~ 10 Dec.)

— 1 Manifest. de la FEN le 23 nov. 1986.

— 0 Plan du Rapport du B.N.

19 Politique U. à la fin Octobre. (M.R.)

20/ Situation des les A.G.E. (V.M.)

30/ Mise en application de l'orientation du 71^e Congrès. (P.M.)

40/ Stages / Plan de Travail du B.N. (P.L.)

50/ Les perspectives de luttes par Novembre. (M.S.)

Servis jeudi 30/10/1986 - F.A.E.F. Opera

PARIS -I PANTHEON	} Besoin		/ Telephone BALE	①	M.R.
PARIS I SORBONNE					
PARIS I TOLBIAC					
PARIS II ASSAS	—				
PARIS III CENSIER	?		Telephone	X	(V.7.)
PARIS IV	?	(pas besoin, normal+)	Telephone	X	
PARIS V	—			—	
PARIS VI	} Besoin		/ Telephone BALE	②	P.V.
PARIS VII JUSSIEU					
PARIS VIII ST DENIS					
PARIS IX DAUPHINE	—			—	
PARIS X NANTERRE	Besoin		/ Telephone BALE	③	P.L/X.A.
PARIS XI ORSAY	}		Voir EPS		
PARIS XI SCEAUX					
PARIS XII	—		/ Telephone Orsay	—	
PARIS XIII VILLETAN.	Besoin		/ Telephone BALE	④	M.S.
SCIENCES PO	?	(pas evident)		—	
E.P.S.	—			—	
MEDECINE	—			—	
PREPAS	—			—	
ARCHI	?				
INALCO	?		Telephone		



UNION NATIONALE
DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

Directeur de publication : LECLERC Patrice
Rédacteur en chef : MARKIDES Vincent
Supplément au bulletin intérieur de l'UNEF - Inform
72, rue de Clichy - 75009 PARIS - Tél : 42.81.33.11

COMMISSION PARITAIRE n° 1142 D 73

n° 3

Novembre 1986

La lettre du Bureau National

BUREAU NATIONAL

VENDREDI 14 NOVEMBRE 1986

9 h. 30

72, rue de Clichy - 75009 Paris - métro : Place de Clichy
Téléphone-nous tout de suite la confirmation de ta présence

* * *

COLLECTIF NATIONAL

SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 NOVEMBRE 1986

Bourse du travail de Pantin (près de la Mairie)

métro : Hoche

**Rapport du BUREAU NATIONAL du 31 Octobre 1986
présenté par Patrice LECLERC, président de l'UNEF**

Le Bureau National qui se tient aujourd'hui vient à la suite de la semaine de débat, d'information et d'action du 20 au 25 Octobre et des trois journées sur la question du réinvestissement financier de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur. Il s'agira de tirer le bilan de ces initiatives que nous avons décidées, afin d'ouvrir de nouvelles perspectives par le syndicat. D'autant que depuis deux semaines, beaucoup de choses ont bougé dans le pays comme à l'université.

La journée de grève du 21 Octobre, à l'appel de la FEN, de la CFDT et de FO pour les personnels du secteur public, la semaine d'action de la CGT, ont vu des manifestations de grandes ampleurs se développer (FEN et CGT surtout).

Face à la destruction du secteur public qui concerne directement l'Education Nationale dans son ensemble, ce premier mouvement doit être positivement analysé.

Toutes les luttes que nous nous sommes fixés depuis septembre, les luttes menées par les salariés permettent de constituer un rapport de force, à terme, sans illusion l'élaboration de luttes conjointes ou communes de la part des enseignants du supérieur ou du secondaire, des personnels ATOS, des chercheurs, des travailleurs, des étudiants.

La rentrée universitaire qui est en train de s'achever a mis en évidence tous les problèmes qui traversent l'université aujourd'hui.

Partout les inscriptions sont plus difficiles, les démarches complexes, le personnel surchargé ou incompetent. L'organisation même des rentrées dans quelques facultés est catastrophique. Emplois du temps anarchiques, occupation des locaux irrationnelle etc ...

Passé le cap de la sélection initiale, il faut faire face au découragement, à l'agacement devant les lenteurs des services administratifs. Ce qui est une autre forme de sélectionner les étudiants. Les personnels ATOS se raréfient, leur formation se précarisent. A Saint Denis, du fait du non renouvellement des départs en retraite, de la mise en place de vacataire, des étudiants attendent depuis quatre ans leurs diplômes, depuis deux mois leur attestation d'équivalence !

Par la loi Devaquet, qui s'est votée au Sénat cette semaine, nous assistons à une réforme globale de tout le système éducatif en France. S'appuyant sur les nouvelles orientations de l'enseignement supérieur, Monory en profite pour modifier profondément le paysage du secondaire. Ce qui tente de s'imposer aujourd'hui, ce sont de grandes filières verticales qui partirait de la seconde, voire de la 6ème, mèneraient au bac et connaîtraient un prolongement à l'université.

Par le contenu de leur diplôme, leur label (national ou local), par le pouvoir discrétionnaire qu'elles acquièrent sur les nouveaux bacheliers (droit de sélectionner ou pas etc ...), les universités sont en passe de devenir les maîtres d'oeuvre de tout le secondaire en exigeant des lycées et collèges le type de formation qu'elles souhaitent (donc le type de bacheliers). A charge pour les lycées de répondre ou non à ces exigences. Avec toutes les conséquences que cela a sur la valeur réelle du bac (en fait un certificat de fin d'études du secondaire), sur la notion de service public de l'éducation nationale. Car tout s'inscrit dans le cadre de la privatisation des universités, de la main mise patronale dans ce domaine.

La réforme du bac recoupe tous ces enjeux.

Avec de telles mesures qui se prennent ou sont envisagées - et je n'épiloguerai pas sur la situation dans le monde du travail (chômage des jeunes, précarité, licenciements) que nous avons abordé lors des précédents bureaux nationaux - on voit que la situation globale dans le pays se dégrade. Qu'en même temps ce sont nos conditions d'études qui en subissent les conséquences.

Nos conditions d'études immédiates - mais, et j'insiste - notre avenir d'étudiant et de jeunes diplômés.

A ce titre là, les mouvements syndicaux du 21 octobre - même s'ils ne peuvent être qu'un début, et en l'occurrence l'accord FO/CFDT/CFTC/CNPF sur l'autorisation administrative de licenciements montre que beaucoup de chemin reste à parcourir - sont un encouragement à la lutte, y compris pour nous à l'UNEF.

Sur les facultés, la rentrée universitaire confirme toute notre analyse. La politique de désengagement financier de l'Etat accroît les difficultés.

* sur Créteil, les amphithéâtres ont dépassé la côte d'alerte;

Il en est de même sur de nombreuses facultés parisiennes.

* A Nice, les mesures sur les droits d'inscription;

* Dans les UEREPS, avec les postes au CAPEPS et la reconnaissance du sport comme un facteur de qualification et de formation etc ...

Tout montre aujourd'hui où nous mène l'abandon de l'Etat dans les universités.

A ce propos, le vote au Sénat du projet de loi Devaquet, même s'il a subi des modifications parfois allant dans une "progression" (fourchette des droits DE 1 à 2 plutôt que de 1 à 3), assombrit les perspectives.

Avec ce que j'évoquais tantôt sur les répercussions de ce projet vis à vis du système éducatif national entier, on voit bien qu'il n'est pas qu'un prolongement législatif d'une réalité présente mais qu'il constitue un projet ambitieux de destructuration du service public et de l'adaptation des facultés à l'entreprise, qu'il s'insère aussi dans un ensemble cohérent de formation de la jeunesse - et de son "adaptation - résignation" à la crise.

C'est contre ces orientations que nous avons de notre côté défini des initiatives les 20/25 et 28, 29, 30 octobre. Avec l'ambition de porter plus haut encore, dans l'avenir, nos revendications.

Dans la situation que nous venons de décrire, évoluent nos AGE. Selon les différentes universités les réactions sont multiples et bien souvent à l'intérieur d'une même université on peut constater de grandes différences dans l'organisation des étudiants. La nécessité de construire du solide, de mettre tous les étudiants de notre côté, qu'aucun étudiant ne soit laissé sur la touche, tout cela est indispensable. Et pourtant encore trop d'AGE ne luttent pas ou font des parodies de luttes. Bien sûr, ces AGE se comptent sur les doigts de la main. Bien sûr ce sont des petites AGE qui ne représente pas une majorité d'étudiants. Pourtant personne ne peut être mis à l'écart, c'est indispensable pour gagner. Il faut donc organiser les étudiants des AGE de Besançon, Caen, Pau ou Perpignan et Avignon qui n'ont pas eu de suivi. Dans d'autres AGE dans le même cas, les étudiants nous contactent, comme à Dijon ou Clermont Ferrand. Tout aussi important le cas du Havre qui ne se débloque pas et où il nous faut intervenir.

Est-ce possible d'agir dans ces villes et pour certaines créer des AGE ? Bien sûr, c'est évident. L'UNEF n'aurait pas la capacité d'organiser tout le monde, alors que la sélection, l'échec et l'abandon eux sont présents partout.

Plus que jamais c'est indispensable et on en fait la preuve DANS DE NOMBREUSES NOUVELLES AGE.

Ainsi à Nantes, sans faire de vague, on organise les étudiants, on pose les vraies questions absentes depuis longtemps, comme la présence de l'UNEF dans cette faculté. A Strasbourg, on avance en tenant la semaine d'accueil avec des faiblesses bien sûr. Le Mans, une ville que nous connaissons mieux, continue son petit chemin sûr de sa réussite confiante en la capacité des étudiants à intervenir et à se mobiliser, s'organiser. A Poitiers, on réclame aussi l'UNEF malgré la présence d'autres organisations. Ainsi partout où nous étions en train de créer l'AGE, il y a peu de temps aujourd'hui les étudiants s'organisent. Pendant que d'autres essaient lamentablement de se sauver en signant des torchons au lieu de se tourner vers les étudiants.

Pourtant les étudiants de Nice, de Marseille, d'Aix, de Paris, de Bordeaux, de Toulouse, de Nancy mais aussi une majorité d'UEREPS de France nous montre le chemin. Nous réunissons à notre appel les étudiants en assemblée générale à Marseille, Nice, Lille, Saint Etienne, Bordeaux. Dans ces assemblées générales, divers niveaux de décisions se prennent. Ainsi à Nice on décide une manifestation et d'envahir le conseil d'administration. Ou bien à Bordeaux, à l'IUT on crée l'association UNEF. A Paris 12, on intervient dans l'amphithéâtre d' AES, on discute et l'amphithéâtre décide le débrayage. Pourtant malgré la volonté des étudiants, les possibilités, nous restons encore dans beaucoup de cas, trop frileux et même dans les AGE que je viens de citer.

Dans de nombreuses AGE que je n'est pas encore cité, la volonté de construire du solide est présente et notamment Paris que j'ai peu cité. Etre présent presque partout sur les terrains des luttes. Avoir une organisation qui n'ait peur sur aucune question, nous ouvre de grandes perspectives.

H

Faire le point de l'activité des AGE et de l'union nationale doit nous amener à y réfléchir en terme d'application de notre orientation. En effet, le 71ème congrès a mis en avant certaines carences tant dans notre façon d'appréhender les questions, que de l'organisation des étudiants. Nous avons décidé d'y remédier de manière ambitieuse, ce qui doit nous permettre de faire progresser à la fois les luttes et la syndicalisation.

En mai, juin, juillet derniers, une bonne partie des AGE ont mis l'accent sur le développement des luttes suite au congrès. Les manifestations, assemblées générales se succédaient même si globalement il n'y en avait pas encore assez.

Ici nous mettions l'accent sur l'organisation des étudiants comme seule manière de poursuivre de manière construite les mouvements qui commençaient.

Ce débat n'a pas été gagné complètement dans l'organisation, car même si nous avons connu un flux d'adhésions important, il demeurait en-deçà des possibilités de la période.

Les dirigeants d'AGE ont une mauvaise expérience du travail de l'organisation avec des centaines d'adhérents qu'on ne voit jamais : dans beaucoup d'endroits on commence à réfléchir pourquoi, et à y remédier.

C'est cette volonté d'associer toujours le plus grand nombre et de permettre à tous d'avoir sa place dans le syndicat qui nous a poussé à décider l'organisation d'assemblées de rentrée dans chaque AGE. Paris a donné le coup d'envoi avec l'assemblée de rentrée de la fédération parisienne du 10 octobre. Depuis, Marseille, Nancy, Saint Etienne, Orléans, Limoges, Bordeaux, Rennes ont tenu les leurs, Aix et Toulouse prévoient la leur mercredi prochain.

Avec ces assemblées de rentrée, c'est un travail d'organisation qui est accompli mais que nous n'arrivons pas à poursuivre au-delà le plus souvent. Même s'il y a la volonté d'élargir, le réflexe de repli dans la prise de décision reste trop fréquent.

Ainsi, depuis le collectif national avec la semaine d'information de débats et d'actions, puis avec les trois journées nationales d'actions pour le réinvestissement de l'Etat dans nos formations, le travail d'organisation semble avoir laissé le pas au volontarisme accru. Or, ce n'est pas cela que nous voulons.

Un amphithéâtre dans lequel nous intervenons où nous avons des adhérents et où nous faisons des adhésions, doit se concrétiser par la prise de responsabilité de chacun des camarades. Les syndiqués ont la volonté de réussir leurs études. Nous aussi. Or, l'activité syndicale est encore mise en contradiction avec la réussite. Mais ce que nous voulons, ce que nous avons défini au 71ème congrès, c'est bien le syndicalisme au coeur des études.

Ainsi, l'UNEF a besoin que tous les syndiqués soient dans leur amphithéâtre, interviennent, organisent les étudiants là où ils étudient. Nous avons un lourd passif qu'il faut rapidement dépasser si nous voulons mener au bout les luttes. Ainsi, dans chacune des AGE, le but n'est pas de comptabiliser le nombre d'amphithéâtres, mais le nombre d'amphithéâtres dans lesquels, à la suite d'une intervention, on a responsabilisé des camarades. Toute action doit se concrétiser de manière comptable en syndiqués capables de rassembler, de faire agir et de syndiquer à son tour. La démonstration est à faire d'abord dans chacun de nos amphithéâtres. Nous voulons que les étudiants s'organisent. Il faut bien voir ce que cela veut dire avec chacun de nos syndiqués. Car quand on intervient dans un amphithéâtre sans proposer une AG de l'amphithéâtre qui décide d'une action, c'est l'inverse que l'on perpétue dans la tête des étudiants. C'est quelque chose qui n'est pas encore acquis chez les copains. Le réflexe de vouloir tout tenir du début à la fin, inhibe trop la syndicalisation de masse.

Pour que des mouvements grossissent de partout, notre démarche doit bien être de permettre à chaque syndiqué d'organiser une AG de son amphithéâtre, de son année qui décide d'agir, de lutter, de se syndiquer.

Lorsqu'un amphithéâtre décide de lutter, c'est toute notre orientation qui se met en place, des syndiqués qui prennent des responsabilités, une direction d'AGE qui doit bel et bien jouer son rôle de coordination et non plus de commando de choc.

Vient ensuite la poursuite de l'organisation, car lorsque sur une question un amphithéâtre a lutté et gagné, ce n'est pas pour autant que la permanence de l'activité syndicale et la probabilité du syndicat sont gagnés d'avance. Il y a même le risque que dans un amphithéâtre où nous avons mené une lutte importante, ce soit le calme plat par la suite et une bâche aux élections si nous ne sommes pas arrivés à faire saisir l'utilité de s'organiser dans l'UNEF.

Pour cela nous devons veiller à ce que les AGE aient le souci d'entamer d'autres luttes sur des sujets divers et à une autre échelle dans un même amphithéâtre. Ainsi, un amphithéâtre qui agit pour le dédoublement, doit aussi signer massivement la carte pétition sur la sécurité sociale, lutter pour la revalorisation des bourses, la participation des étudiants aux jurys d'examens et autres. Cela devient possible si nous travaillons bien avec tous nos syndiqués en les responsabilisant chacun. Responsabiliser ne veut pas dire trouver un trésorier dans chaque amphithéâtre, mais un camarade qui impulse la bataille sur la sécurité sociale, un autre sur les bourses, un troisième sur les polys, un autre sur la bourse aux livres ... De partout nous avons les moyens de développer une telle activité, mais nous n'y réfléchissons pas assez en ces termes avec nos syndiqués.

Le travail d'organisation revêt là une importance cruciale pour nous. Cela nous demande d'avoir le souci constant d'intégration de tous nos syndiqués, un travail au un par un qui demande un changement radical de travail de nos directions qui loin de la routine ou de l'activisme doivent être capables de discuter, d'écouter et de permettre à chacun de construire une réelle association dans son amphithéâtre.

Partout où le travail des AGE progresse, c'est dû directement ou indirectement au travail du Bureau National, par ses suivis et par la présence des AGE au dernier Collectif National. Ce constat démontre bien l'importance du travail du Bureau National avec les AGE, un travail qu'il faut renforcer pour développer toujours plus la bataille revendicative et d'organisation dans plusieurs facultés.

Partout où les membres du Bureau National font leur suivi, les AGE progressent, des luttes et un travail d'organisation se développent, des cadres locaux sont formés, la réflexion du bureau national s'en trouve approfondi par une plus grande réflexion d'ensemble. A chaque fois qu'un suivi n'est pas fait, c'est un contact de moins entre nous et une AGE, c'est entraver le développement de l'Union Nationale.

Toutes les AGE qui n'ont pas été suivies sont dans la "nature". On n'a pas de nouvelles, on développe n'importe quoi comme orientation. Par exemple à Caen et à Brest où nos AGE sont faibles, voire inexistantes, peu ou pas suivies, l'UID toujours incapable de développer des actions, a pu gagner (et encore on ne sait pas si c'est vrai) que ces AGE signent un texte commun contre Devaquet.

Ces AGE coupées de l'Union Nationale, n'ont pas de perspectives d'actions, de construction d'organisation et tombent donc dans la facilité d'un appel d'organisation car incapable de mobiliser les étudiants. Cet appel est utilisé par l'UID et envoyé dans quelques AGE sélectionnées par eux. Quelle politiciannerie, alors que le seul enjeu aujourd'hui est le développement de l'action et du niveau d'organisation des étudiants.

Réellement, nos suivis, les contacts réguliers sont des facteurs d'homogénéité de l'organisation, du partage et du travail sur l'application de l'orientation syndicale. Travail direction d'AG, fixer des objectifs,

Nous devons donc avoir un objectif interne au Bureau National : en 15 jours avoir effectué tous nos suivis. Des suivis préparés par téléphone où l'on discute des objectifs, de la démarche, où l'on se déplace faire des démonstrations avec toute l'organisation en terme de lutte, d'adhésion, d'argent collecté. En quinze jours, effectuer tous les suivis, c'est faire progresser l'organisation, s'assurer de sa présence au prochain Collectif National, se donner les moyens d'affiner la réflexion nationale pour la préparation du Collectif National.

Mais réellement, et j'insiste sur ce point, prévenez le secrétariat avant de partir en suivi et téléphonez-nous pendant ou juste après pour faire le point. De même, si vous ne pouvez pas partir, prévenez-nous pour que l'on puisse prévoir si un suivi de remplacement est possible. Il n'y a rien de plus efficace pour discréditer le Bureau National que d'annoncer à une AGE un suivi qui devient l'arlésienne.

Les suivis sont des facteurs importants de développement de l'organisation, mais ils ne sont pas les seuls. Depuis mai dernier, nous avons fait un gros effort sur la formation des cadres avec déjà trois stages d'organisés. Le bilan que l'on peut en tirer, est un bilan positif sur les effets des stages, sur nos stagiaires, souvent responsables d'AGE. Beaucoup de stagiaires ont progressé dans leur activité, ont fait progresser l'activité de leur AG, surtout lorsque le suivi a été fait pour leur permettre une mise en pratique de tous ces acquis théoriques.

Il nous faut donc poursuivre ce travail de formation de cadres, cela fait partie de notre volonté de construire du solide. Le Bureau National doit donc beaucoup plus s'impliquer dans la préparation et l'encadrement des stages, qu'un groupe puisse être mis en place pour l'organisation du stage national du 2 au 6 Janvier 1987, et des stages par région. Ces stages devront être tenus dans le premier trimestre. Ils doivent donc être préparés dès maintenant, définir les thèmes, trouver les locaux, l'accueil ... Leur organisation est de la responsabilité du Bureau National, des suivis et non du secrétariat.

Réellement, le travail du Bureau National avec ses suivis, les stages, les commissions, est un facteur de développement du syndicat, des actions étudiantes. C'est parce que chacun d'entre nous fera son travail de membre du Bureau National, que nous augmenterons notre capacité de travail national, de développement du syndicalisme, que nous pourrons apporter toujours plus les réponses appropriées aux attaques de toute part.

PERSPECTIVES DE LUTTES

A partir de la démarche développée précédemment, il nous faut déterminer les objectifs et principales perspectives de luttes dont nous allons nous doter pour les semaines à venir. Il s'agit d'abord pour nous de développer à la fois organisation et action des étudiants, dans chaque université. Ces deux objectifs devenant indissociables, l'intervention de nos différentes associations se fera plus facilement à partir des problèmes réels vécus dans les facultés, pour aboutir à une explication plus globale sur la réalité et l'avenir de l'université. Partout, ce sera la volonté d'agir pour empêcher l'application, non pas article par article de ce projet de loi Devaquet, mais plutôt du processus même de restructuration qui en est à l'origine.

Il ne s'agit pas bien sûr pour nous de lier directement et systématiquement chaque problème dans ses moindres détails, avec ce processus complet; d'abord parce qu'il serait faux de l'affirmer puisque par exemple, les problèmes de TD surchargés ou du système d'heures complémentaires ne datent pas de l'élaboration de cette restructuration, mais bien d'avant, mais aussi parce que les étudiants finiront, et à juste titre, par ne plus très bien comprendre la nécessité de s'organiser nationalement face à un projet d'une telle ampleur, en comparaison avec la facilité avec laquelle on peut obtenir parfois le dédoublement d'un TD surchargé. Tout cela pour dire que, si nous voulons créer un véritable débat de fond à l'université. et cela reste toujours un de nos objectifs prioritaires, il ne faut pas croire que cela pourra se faire en quelques jours, ni même en un mois, et qu'il nous faut veiller à ne pas griller d'étapes.

Sur l'aide sociale par exemple, nous devons rythmer notre bataille sous peine d'être en parfait décalage entre les préoccupations des étudiants et nos propositions lors des élections aux CROUS. Nous proposons que le 4 Novembre, jour de vote du budget de l'Education Nationale à l'Assemblée, nos AGE aient pour objectif d'envoyer une délégation au ministère où à l'assemblée, porteuse des cartes pétitions et des revendications des étudiants pour ensuite permettre aux AG ayant eu connaissance de la réaction de Devaquet ou de ses semblables, d'engager une nouvelle bataille sur l'aide sociale, avec de nouveaux moyens d'action, pour permettre aux luttes de se développer. Ces actions permettront de s'exprimer publiquement sur le budget de l'Education Nationale et plus particulièrement celui de l'enseignement supérieur, mais aussi sur celui de la faculté, en mettant en apparence les choix d'orientation qui dictent ces décisions budgétaires. C'est donc en rythmant notre bataille sur l'aide sociale et parallèlement sur nos formations et nos conditions de vie et d'études que nous nous donnerons les moyens de ne pas être en décalage entre notre analyse du budget et les préoccupations des étudiants.

Courant novembre et en particulier lors de la manifestation du 23 de la FEN sur Paris, nous devons nous attacher à amplifier l'organisation et l'action des étudiants : délégations à la présidence d'université, conférences de presse, débrayages, assemblées générales, manifestations locales etc ... En effet, nous proposons que le Bureau National impulse une grande bataille revendicative sur toutes les universités de France et qu'il soit à l'initiative d'un mouvement de coordination des luttes étudiantes jamais égalées, en convoquant des assises nationales des lut-

tes à Paris les 29 et 30 novembre prochains. Cette initiative permettrait une réelle progression de notre organisation sur l'organisation et l'action des étudiants ainsi que conforter et approfondir l'analyse de notre 71ème congrès. Conforter, car plus nous faisons vivre le syndicalisme au coeur des études, plus nous saisissons l'impératif d'une telle démarche, aujourd'hui pour organiser les étudiants. Approfondir, car au moment de notre dernier congrès, les luttes étudiantes en étaient à un stade très précoce, presque d'ébauche, alors qu'aujourd'hui nous sommes nourris d'une expérience riche par sa diversité, ses contradictions et parfois même de ses échecs (entendons par échec, une lutte n'ayant pas abouti directement à la satisfaction d'une revendication, mais comportant toujours des aspects positifs par rapport à l'intervention et l'organisation des étudiants). Ces assises nationales des luttes permettraient donc, pour leurs 500 délégués, de maîtriser et d'approfondir l'analyse de la restructuration envisagée pour l'université et pourrait servir de catalyseur extraordinaire pour l'organisation et les luttes des étudiants. Elles seraient sans aucun doute, un moyen exceptionnel pour donner de réelles perspectives à l'intervention et l'organisation étudiante et pourraient elles-mêmes engendrer des luttes d'une ampleur inégalée.

Vous le voyez, des enjeux capitaux sont en jeu. Les décisions que nous allons prendre doivent être à la mesure de ces enjeux. Elles peuvent nous permettre de renforcer considérablement notre organisation et d'offrir des perspectives réelles pour notre université.

* * * * *

Au Sénat

M. Devaquet accepte d'importantes retouches au projet de réforme de l'enseignement supérieur

Le Sénat a voté en première lecture, par deux cent vingt-sept voix contre soixante-dix-neuf, le projet de loi relatif à l'enseignement supérieur. Cette adoption, acquise jeudi 30 octobre, conclut un débat dépassionné et rapide qui a permis aux sénateurs d'apporter des modifications non négligeables au texte présenté par M. Alain Devaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur.

« Le gouvernement se range à l'avis de la commission. » Répétée une quarantaine de fois par M. Devaquet, la formule résume bien les quelque vingt heures de débat que le Sénat a consacrées, les 28 et 29 octobre, à l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur. En un mot, les jeux étaient faits d'avance : le ministre, qui avait évité de consulter largement la communauté universitaire lors de la mise au point de son projet, au printemps dernier, avait en revanche préparé le débat au Sénat en étroite concertation avec la commission des affaires culturelles. Et, à deux détails près, il a accepté tous les amendements présentés par son rapporteur, M. Paul Séramy (centriste, Seine-et-Marne).

C'est donc un texte sensiblement remanié qui sera présenté à l'Assemblée nationale dans les prochaines semaines. Le projet de réforme universitaire entend tout d'abord ouvrir aux universités la possibilité de fédérer plusieurs établissements publics correspondant, *grosso modo*, aux anciennes facultés. Malgré l'opposition des socialistes et des communistes, qui y voient un risque majeur de morcellement et d'affaiblissement des universités, le Sénat n'a pas seulement entériné cette réforme de structure ; il a accru la liberté de manœuvre du ministre,

puisque ce n'est plus par décret mais par simple arrêté que ce dernier pourra fixer la répartition des moyens et des compétences entre l'université et ses établissements fédérés. Etonnant libéralisme, au demeurant, que cette réglementation précise par le pouvoir central des pouvoirs des uns et des autres. D'autre part, les sénateurs ont porté à soixante, au lieu de quarante, le nombre des membres des conseils d'administration et des conseils scientifiques des universités.

Deuxième point-clé du débat : les droits d'inscription étudiants. Le projet de loi, comme la loi Savary d'ailleurs, restait très évasif. L'amendement présenté par la commission des affaires culturelles proposait d'assouplir le système uniforme qui existe actuellement et de laisser aux universités la liberté de fixer ces droits dans les limites d'une « fourchette » allant de un à trois. M. Devaquet a accepté le principe mais demandé et obtenu que la fourchette soit limitée de un à deux, de 450 à 900 F par an, par exemple.

Universités expérimentales

Une troisième disposition du projet de loi avait suscité de nombreuses controverses : la suppression du doctorat — unique — institué par la loi Savary et le rétablissement du doctorat d'Etat et du doctorat de 3^e cycle. Avec l'assentiment des socialistes et malgré quelques réserves de la Gauche démocratique et des centristes, le Sénat a adopté sur ce point une formule astucieuse, mais peut-être illusoire à terme : il conserve le doctorat « type Savary » aligné sur les niveaux des diplômes équivalents américains ou européens, mais il rétablit en même temps le doctorat d'Etat.

Les derniers amendements importants modifient très sensiblement les modalités de mise en place de la réforme. Le projet Devaquet prévoyait un dispositif complexe en deux étapes : élection de conseils constitutifs, adoption de nouveaux statuts, puis élection de conseils définitifs. Le Sénat, au soulagement manifeste du gouvernement, a proposé de supprimer les conseils constitutifs (sauf dans le cas d'une création d'université) et de passer sans transition et rapidement des conseils universitaires actuels à l'élection des nouvelles instances. Cela devrait permettre la mise en place de la réforme au cours du printemps 1987.

Si l'on ajoute à cela la réintroduction dans la loi de l'ouverture possible des universités aux non-bacheliers, le rétablissement d'un comité d'évaluation, et la possibilité — répondant aux projets de M. Alain Touraine — de « créer des universités expérimentales » dont les statuts seront fixés par décret en Conseil d'Etat, l'on constate que le toilettage opéré par les sénateurs est loin d'être formel. Globalement il assouplit le texte de M. Devaquet, et celui-ci pourra indéniablement se prévaloir de sa bonne volonté devant l'Assemblée nationale, et notamment auprès des « libéraux » les plus acharnés au sein de la majorité.

M. Edgar Faure, totalement absent d'un débat qui s'est pourtant conclu par l'abrogation de sa loi de 1968, appréciera certainement ce singulier renversement de l'histoire : moins de vingt ans après la remise en cause des « mandarins », le Sénat a adopté un amendement qui confie aux seuls professeurs le soin de choisir les personnalités extérieures qui siégeront aux conseils universitaires. On peut difficilement pousser plus loin l'endogamie !

GÉRARD COURTOIS.



INTERNATIONAL UNION OF STUDENTS
МЕЖАУНАРОДНЫЙ СОЮЗ СТУДЕНТОВ
UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS
國際學生聯合會 اتحاد الطلاب العالمي
UNION INTERNACIONAL DE ESTUDIANTES
MEZINÁRODNÍ SVAZ STUDENTSTVA

Communique of the Visit of the UNEF Delegation at the IUS HQ

On the invitation of the IUS Secretariat, a delegation of the National Union of Students of France (UNEF) paid a visit to the IUS HQ from October 23-26, 1986. The delegation was composed of Patrice Leclerc - President

Pierre Barbancey - International Secretary

Obey Ament - Head of International Commission.

During its visit, the UNEF delegation held meetings with different commissions and departments, as well as it addressed a meeting of the Secretariat. A special meeting was held with the International Student Research Centre (ISRC). ISRC informed on its project on the "EEC' policy of education and its impact on the students and universities in the EEC countries" to which UNEF agreed to help.

During these meetings the UNEF informed the Secretariat about its main fields of activities, such as higher education policy, social affairs and conditions of students, solidarity work, peace activities and international cooperation. In this regard the IUS Secretariat took note of the UNEF wish to join the West European Student Information Bureau (WESIB).

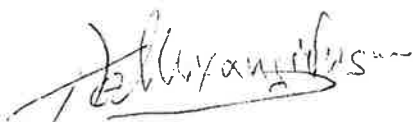
At the same time both sides agreed on the necessity to increase the action-oriented work of the European student movement within the EM of NUSes as a unique form for the development of the European student cooperation.

The IUS Secretariat informed about its activities in various areas including education and students' rights, peace, solidarity and cooperation, as well as further development of the world-wide campaigns "Education - a Right, not a Privilege" and "Students for Peace, against Nuclear War" by mobilizing the

ADDRESS: 17TH NOVEMBER STREET, 110 01 PRAGUE 01, P.O.B. 58 CZECHOSLOVAKIA
TELEGRAMS: UNISTUD PRAGUE — TELEX: 122858 IUS PRAGUE — TELEPHONE: 2312812

students and their organizations for concrete actions, after the IUS EC meeting held in January this year. In this respect, special emphasis was put on the broad and democratically organized intensive preparations for the World Student Forum "Education and Society" to be held in November, 1986 in Prague and the forthcoming IUS EC meeting to be held in Addis Ababa in late January of 1987. The delegation of UNEF expressed its will to improve its working relations with the IUS, on the basis of taking into consideration that relations between IUS and NUSes should develop according to national specificities. At the same time UNEF expressed their general support of the new way and approach of the Secretariat activities to preparations for both events. The IUS Secretariat acknowledged with interest the proposal of UNEF to organize together with IUS an event devoted to the problems of the social security of European students to be held in 1987 in France. Other joint projects on peace, détente and nuclear disarmament were also discussed in the light of the necessity to establish a broad peace "coalition of reason" against the forces aiming at the annihilation of our planet by deploying, testing and developing new arms on land and in the outer space. A number of joint solidarity activities, especially on Southern Africa, Central and Latin America and Palestine were agreed upon.

Both IUS Secretariat and UNEF appreciated that all the meetings took place in a spirit of traditional friendship and mutual understanding and covered a wide range of issues concerning the activities of both organizations, as well as fields of present and future joint activities and cooperation and recent developments of the international and European student movement.



For the IUS
Giorgos Michaelides
Secretary General of IUS



For UNEF
Patrice Leclerc
President of UNEF

Prague, October 26, 1986

23 NOVEMBRE : L'E.P.S. DANS LA COURSE

DIMANCHE 23 NOVEMBRE
DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION NATIONALE

PARTICIPEZ

A LA COURSE DES 5 HEURES ET DU SPORT SCOLAIRE

(course à allure libre, accueil en musique, dossards revendicatifs, participation possible des jeunes des AS avec le soutien de la FCPE.)

(Toutes les précisions complémentaires sur le rendez-vous et l'organisation seront communiquées dès que possible.)

LA MANIFESTATION NATIONALE : TROIS RENDEZ-VOUS
A PARTIR DE 11 HEURES : CHÂTELET - OPÉRA - GARE DE NORD

- UNE CONVERGENCE RENDEZ-VOUS POUR L'EPS : 12 HEURES - RÉPUBLIQUE
- UN DÉFILÉ à partir de RÉPUBLIQUE (vers BASTILLE ou NATION)
- un accueil à l'arrivée avec podium, stand, écran géant, etc...

DES MOYENS POUR LE SYNDICAT

- . N'oubliez pas dans vos suivis de remonter
 - les cotisations au BN
 - les objectifs

- . Le matériel existe pour les collectes (Campus, badges, carte-pétition) alors utilisons-le dans nos AGE, nos suivis pour FINANCER l'activité des AGE du BN.

SEJS

BUDGET 87

A REVOIR PROFONDÉMENT

Total du budget jeunesse et sports : 2 174 millions soit 0,20 % du budget de l'Etat contre 0,21 % en 86.

La part accordée à l'Administration s'accroît de 5,28 % tandis que les subventions baissent de 30 % dans le domaine du sport, 20 % en éducation populaire et 3 % dans le secteur jeunesse.

Le volume des cadres techniques baisse de 150 postes. Lorsque nous examinons plus dans le détail les lignes budgétaires nous constatons que la chute est générale : subvention aux associations — 34 % ; J.O — 52% ; médecine — 35 % ; déplacements — 100 % ; sport-études — 32 %. Par contre, un effort est fait sur les activités de loisirs (+ 54,1 %), activités jugées rentables par les marchés qu'elles peuvent ouvrir.

Enfin, le FNDS est inscrit pour un milliard. Cette mesure est sans incidence car elle ne suppose aucune contrainte pour l'Etat. Si les rentrées (liées aux paris sur le loto et le loto sportif) sont insuffisantes, cela sera autant de perdu pour le mouvement sportif. A ce jour, la baisse des paris montre que le milliard est énormément surévalué et le fait d'associer cet objectif à un budget d'Etat en baisse révèle la partie de camouflage à laquelle se livre le SEJS.

Ce qui est clair, c'est qu'un tel budget ne peut pas rester en l'état. Il doit être augmenté de façon substantielle.

SURVIE

"L'apocalypse n'est plus simplement une description biblique ; elle est devenue une possibilité très réelle. Jamais encore dans l'expérience humaine, la ligne de démarcation entre la catastrophe et la survie n'a été aussi mince".
M. PEREZ DE CUELLAR
Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (7 juin / 12 juillet 1982)

**PAUVRETÉ
DENUÉMENT**

Dans les pays en développement, 800 millions d'êtres humains vivent dans la pauvreté et le dénuement absolus. 500 millions souffrent de malnutrition. Plusieurs millions sont dépourvus d'eau potable et de moyens d'acheter de la nourriture.

**ARSEN AUX
MONDIAUX**

Selon une étude sur le désarmement classique effectuée récemment par l'ONU, les arsenaux mondiaux d'armes classiques comprennent plus de

140 000 chars, 35 000 avions de combat, 21 000 hélicoptères, 1 100 navires de guerre de surface de gros tonnage et 700 sous-marins d'attaque.

On estime qu'environ les 4/5e des dépenses militaires dans le monde sont consacrés aux armes classiques et aux forces armées.

**PARIS
DE BUDGETS**

Les dépenses militaires représentent une part importante du budget des pays développés et en développement. Pour les uns

comme pour les autres, elles s'élevaient à 20 % du montant des dépenses publiques. Selon certaines estimations, elles se situent dans les pays développés à peu près au même niveau que les dépenses consacrées par l'Etat à l'enseignement ou à la santé ; dans les pays en développement, elles

correspondent au triple des dépenses publiques de santé et excèdent d'un tiers les dépenses publiques d'enseignement.

ESCALADE

Dans une récente étude de l'ONU, il était indiqué que si les tendances récentes se maintiennent, les dépenses militaires mondiales pour-

raient atteindre ou dépasser en valeur courante, 1 000 milliards de dollars avant 1990.

**DEPENSES
MILITAIRES**

70 % des dépenses militaires mondiales sont le fait des six principales puissances militaires. 15 % sont le fait des autres pays industrialisés et les 15 % restants le fait des pays en développement.

**SOLDATS
ET ECOILIERS**

Le monde dépense en moyenne 20 000 dollars pour chaque soldat. Le secteur de l'enseignement public dépense en moyenne 380 dollars pour chaque enfant d'âge scolaire.

**PUISSANCE
EXPLOSIVE**

On estime qu'il y a aujourd'hui dans le monde plus de 50 000 ogives nucléaires. La puissance explosive de l'arsenal mondial d'armes nucléaires représentée à peu près 1 million de fois celle de la bombe d'Hiroshima, qui avait une puissance de 13 kilotonnes (1 kilotonne équivaut à 1000 tonnes de TNT et une mégatonne à 1 million de tonnes de TNT).

DEPUIS 1945

On a calculé que depuis la seconde guerre mondiale, il y a eu dans le monde environ 150 conflits faisant intervenir des armes classiques. Il est impossible de déterminer avec exactitude le nombre de morts qu'ont fait ces conflits. Toutefois, selon une étude récente de l'ONU sur le désarmement classique, il se chiffrait à 20 millions.

**ESTIMATION
DEPENSES
MILITAIRES**

En 1983, selon les estimations disponibles les plus fiables, les dépenses militaires mondiales ont représenté environ 800 milliards de dollars, soit l'équivalent de plus de 1,5 million de dollars par minute.

En prix constants, ce montant est le double de celui de 1960 et presque le quadruple de celui de 1949. A ce rythme, il ne faut pas plus de 15 jours et 15 heures pour que les dépenses militaires mondiales atteignent le chiffre de 34,3 milliards de dollars, la somme consacrée pendant toute l'année 1983 à l'ensemble de l'aide publique au développement fournie à tous les pays en développement.

CREDITS

Les pays développés ont alloué 20 fois plus de crédits au secteur militaire qu'à l'aide économique.

**ARMEMENT
EMPLOI**

Un milliard de dollars représente 28.000 emplois dans le secteur des biens et services militaires ou 57.000 emplois dans les industries de consommation ou 71.000 emplois dans l'enseignement.

**ARMEMENT
MEDECINE**

Pour 100.000 personnes dans le monde, on compte 556 soldats mais seulement 85 médecins.

FAIM

Un cinquième seulement des dépenses consacrées chaque année aux armements permettrait d'éliminer la faim dans le monde d'ici à l'an 2000.

**BESOIN
DE PAIX**

"A la fin de ce siècle, près de la moitié de la population de notre planète, près de deux milliards et demi de personnes, auront moins de 20 ans. Ces moins de 20 ans seront aussi nombreux que toute la population du monde en 1950. Pour qu'ils puissent, au XXI^e siècle, vivre dans la dignité, ces jeunes auront besoin de conditions de vie décentes – nourriture et logement suffisants, soins médicaux et services d'enseignement appropriés – MAIS, PLUS QUE TOUT, ILS AURONT BESOIN DE LA PAIX". (Déclaration de M. PEREZ DE CUELLAR, Secrétaire général des Nations-Unies à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix – Septembre 86 –)

L'ancien et le nouveau, même combat

LE MONDE 5/11/86

« Chevenement-Monory même combat. » Ce slogan n'est pas pur-paradoxe. L'ancien ministre de l'éducation nationale et son successeur se félicitent de ce qui les réunit. La discussion budgétaire a bien montré cet accord sur l'essentiel : la pédagogie, la façon dont doivent être éduqués les jeunes Français. Ce n'est pas l'effet du hasard si l'énarque et l'ancien garagiste évoquent l'un et l'autre si souvent le Japon. Tous deux ont fait la même constatation : la plus grande richesse d'un pays sans matière première est la qualité de la formation qu'il dispense à ses écoliers. Il faut d'abord leur apprendre à lire, écrire et compter, ensuite en amener le plus grand nombre possible aux études supérieures en les préparant aux techniques du futur.

La rupture, cette fois, n'a pas eu lieu en 1986, mais en 1984, quand M. Jean-Pierre Chevenement a imposé à des socialistes réticents un changement « révolutionnaire » de politique pédagogique remettant en cause les modes des années passées. M. René Monory, en sept mois, a réussi à faire oublier l'œuvre de son prédécesseur. En fin politique, il a su engranger les acquis précédents. Lui aussi a compris, après les grands mouvements du printemps 1984, que les parents demandaient essentiellement un enseignement de qualité pour leurs enfants, leur facilitant l'entrée sur le marché du travail. N'ayant pas, lui, à faire oublier l'action de ses amis, il a su rendre tout de suite crédible son message, alors que M. Chevenement, qui délivrait la même idée, devait lutter contre des a-priori.

L'actuel ministre dispose, il est vrai, d'un atout supplémentaire. Dans la révolte des parents, il a aussi vu un rejet de la puissance syndicale dans l'enseignement. Il a pu s'y attaquer. C'était, pour son prédécesseur, impossible. Les liens d'amitié entre le PS et la FEN sont trop étroits.

Le consensus éducatif est donc loin d'être total. D'autant que les défenseurs de l'enseignement privé, forts de leur première victoire, rêvent de pousser leur avantage. Ce n'est qu'un armistice qui a été signé à l'automne 1984. La guerre scolaire est toujours là, sous-jacente, même si M. Monory a un art consommé pour en atténuer les bruits, pour paraître ne se préoccuper que de l'essentiel.

Th. B.

S T A G E N A T I O N A L

d u

2 A U 6 J A N V I E R 1 9 8 7

* Inscrivez des camarades tout de suite

* Inscrivez-vous tout de suite pour l'encadrer

Les professeurs de langues anciennes s'inquiètent des projets de M. Monory

LYON *Monde* 5-11-86
de notre correspondant régional

Risque de « disparition pure et simple » ; danger de « discrimination » ; « projets inadmissibles » : plus de deux cents professeurs de langues anciennes (latin-grec) — représentant près de quatre mille de leurs collègues — sont en opposition ouverte avec le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory. A l'occasion de son premier congrès, qui s'est tenu à Caluire (Rhône) du 27 au 29 octobre, la Coordination nationale des associations régionales des enseignants de langues anciennes (CNARELA) a voulu prendre date, tout en précisant que sa démarche n'était en aucun cas « catégorielle » (les enseignants de langues anciennes sont — aussi — des enseignants de français, donc assurés du maintien

de leur poste), mais basée sur la nécessité d'une « culture générale solide et diversifiée ».

Les congressistes du CNARELA protestent contre le « refus délibéré » (de la part du ministère) « de toute information et de toute concertation ». Craignant que les « intentions » de M. Monory (*le Monde* du 24 octobre) aboutissent à la « disparition du latin et du grec », les professeurs redoutent la suppression des « options complémentaires facultatives », et la « régionalisation » des options, qui risquerait d'aboutir à une « discrimination régionale contraire au principe d'égalité démocratique ». Ils s'inquiètent enfin des conséquences de la réforme du baccalauréat, qui passerait par une réduction du nombre des épreuves.

C. R.

1^o Novembre 1986Rapport S. PATRINO

Initiatives Anti-Apartheid → 2000 votes, 300 N. adhérents.

Créer un mut de masse à partir de l'AFs.

Pas la 1^o fois qu'on utilise aussi en l'adhésion [(je suis Et. E. parce je lutte contre l'apartheid) - (sur la Paix ou l'ovait fait)] mais 1^o fois qu'on a ces résultats.

Cours : A partir de la sensibilisation, donner des perspectives immédiates aux étudiants.

→ Les Et. un enjeu décisif quant à l'avenir de la société.

Quelles voies : Résignation / adaptation ou Volonté de transformer de la société ?

Par UEC, gagner des points contre les Dogmes K en rassemblant les Et., les faire agir.

Un des moyens : Le Congrès du Mut de la J.E. au Printemps 87.

(« Agir et Rassembler »)

1^o Les Et. un enjeu.

→ L'analyse de la situation politique.

Adaptation de la société aux volontés du K. (Vrai si l'U et ds le pays.) Et le monde est touché, si l'U. aussi.

Installation d'une société éclatée pour rétablir la rentabilité du K et cette conséquence : la volonté de casser le mut populaire et ses aspirations allant ds le sens contraire.

Un des atouts : c'est la formation des jeunes (Réforme des lycées

et de l'émeg. sup.)

Par le syst. Educatif et de formation → sélection. Précarisation.
 Pour les Et. → Etudes Courtes → Pour une élite : Spécialisation. idée de
 les ~~collaborer~~ faire collaborer à la gestion du K.

Pour cette mise en place : Bataille idéologique.
 Dévaluation de la notion de formation (Pas le savoir mais le
 savoir se vendre).

→ Les Etudiants en 1986.

L'U. ne répond aux aspirations des étud. sur leur formation et
 leur perspectives.

Causes : Politique Elitiste (sélection) → Financement des U.
 Politique générale (Racisme - culture - etc...)

Parce que t^{ts} les étudiants (ou de + en +) vivent ces attaques,
 il y a communauté d'intérêts → Base du rassemblement.

De +, aujourd'hui, la situation devient inacceptable à un + grand nombre
 → les possibilités existent.

En bref → Ns sommes encore à contre courant des idées dominantes
 de réputation mais nous sommes en phase dans les
 aspirations.

L'explication sur les Causes et Responsabilités du K. sont à la
 Source.

Aujourd'hui les Et. veulent des perspectives : recherche du bonheur (û
 si elles se font dans une perspective individualiste), Volonté mani.
 me de s'en sortir (notion d'issue à la crise.)

La dessus, bataille idéologique : les gagners.

Le K essaie de donner des perspectives d'issue.

Bataille qui s'adresse à la jeunesse des Bourgeois : c'est vous
 qui avez raison.

Pour la masse: culpabilisation des autres jeunes (et en particulier les étudiants.)

Derrière et cela, faire accepter que l'idée de l'efficacité économique que c'est le K -> d'ici le gagnant, c'est le chef d'entreprise, celui qui fait avancer le système K.

La bataille: démontrer que le K. n'est pas efficace
 Les choix K approfondissent la crise.
 Démontrer qu'il n'y a pas d'issue capitaliste.

L'individualisme: se n'est pas s'occuper de son avenir (normal en raison de la crise.)

En fait, la recherche de solutions individuelles vient du fait qu'il n'y a pas de perspectives collectives.

⇒ Danger de se battre contre l'individualisme en soi.

Il faut prendre à l'envers: ouvrir des perspectives collectives.

2^o Ouvrir les Perspectives.

Avec le Congrès. 6 Idées.

1^o Précarisation → perspective: formation diplômée. (+ de diplômés)

2^o Cond. de vie et d'étude → une bonne formation.

3^o Injustice sociale et culturelle → démocratisation de l'U. (financement U)

4^o La société éclatée → solidarité.

5^o Le choix de société → le rassemblement vers le socialisme
 (K. pas fatal) Fut des peuples. Bien. Désormais.

6^o Ne pas se résigner → Agir.

→ La pratique: Rassembler les étudiants autour de ces idées.

Aujourd'hui coupure entre Et. et monde ouvrier.

La tendance est au repli sur soi, à l'acceptation du mieux que rien.

Mais les aspirations restent.

Nos propositions : ne pas en sous-estimer le côté attractif.

→ Quelques mots de masse déjà.

Agir # de suite - Démonstration de l'efficacité - Démocratisation des causes.

Où n'est pas parti de la culpabilisation du K mais de la sensibilisation sur une question.

→ Ex. de l'Apartheid.

(On est pas parti de l'Impérialisme mais on le remet en cause à partir des sensibilités.)

À partir des sensibilités, mener un combat de classe (actions, demandes de sanctions, objectifs de classe pour mener à terme le combat.)

Possibilité de rassemblement donc si s'il y a mesure etc...

Il y a + reconnaissance de nos propositions qu'opposition sur nos Prop.

Le K. apporte des Repères ! Donc le K. dans la tête des Et. n'est pas à jeter (Bataille idéologique).

→ Le Congrès.

Texte vers le 15 Décembre.

Public autour du Congrès.

39/ Quelle UEC ?

Quelques pistes.

→ CLARTE par la bataille idéologique. (à partir de ce point sont glissent à droite - loin des Cocos.)

→ La vie des Cercles (Intervention bap + près des amf.)

→ L'Education (Stapes.)

→ Bataille autour du Socialisme existant. (en partant de nos perspectives - en partant de l'idée qu'il y a autour de ces pays.)

→ les Etudiants.

→ Parc. desarmement. Questions Inter.

Gagner une autonomie réelle au sein du St pour l'UEC.

1^o / Les Axes de la Période

- * 200 initiatives de Cercles.
- * Assurer pour l'essentiel la bataille sur l'Apartheid.
(Manifests / Notes / etc...)
- * Diffusion de CLARTE.
- * Stage Eco.

Fred. C. / Pas d'accord pour restreindre la bataille de l'UEC à l'apartheid avec ce qui se passe aujourd'hui sur l'U.

Sur les Thèmes d'Interv. de l'UEC, gagner l'autonomie au sein du mt J.C. → d'où l'apartheid (si c'est une question restrictive aujourd'hui) pourrait permettre le renforcement de l'orga. C'est un enjeu du Congrès : spécificité de l'UEC, réinvestir le terrain des Questions U.

Fred C. / Intervention de l'UEC : un peu tp les Coos en milieu étudiant et pas les étudiants communistes. Intervention tp de type « extérieur », coupe de nos études, de l'Université en soi.

P.V. / A partir de l'apartheid, arriver à démontrer les choix du Capital dans ttes les questions → Quelles logiques, quelles responsabilités?

Sabino I. / La question centrale des étudiants : c'est leur avenir.

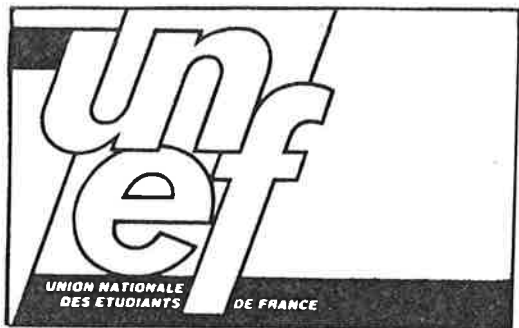
On intervient tp en tant qu'adhérents à l'UEC et non en responsables.



Info Secrétariat

3 nov. 1986.

- Marc en suivi à Nancy - Pierre à PXII - Marianne à PXIII.
Xavier à Ba. PL au BN - Vincent en cours.
- Fabienne à Pau - pour AG des Adhérents élections de la direction
- Initiatives au Ministère cartes petu bien fourrées -
PL seul au Ministère.
- AG - 70 étudiants à PXIII, l'UID ^{← ont tiré sur unité ≠ désaguet} et venue avec 20 reco de tout Paris pour cancer. les copains ont bien tenu. affaire à suivre.
- FAGIF a fait tract appellat à la Manif du 6 nov (Boitre).
- Limoges 5 adhésos depuis le début de la semaine. AG aujourd'hui avec 200 étudiants. Toute la semaine se font amphus et lycées pour Manif ≠ désaguet jeudi AM. 17h.
Puis veulent faire nouvelle AG pour Grève ILLIMITÉE et générale !!
veulent mouvement de grève dans toute la région : Toulouse - Poitiers Bordeaux et puis Nationale !
- Reçu au nom du BN une lettre recommandée Poitiers ci-jointe
- Xavier à PA jeudi. Mariane à PXIII Jeudi au BN Mercredi 9h30 → 13h
- Marc Mercredi à Jumeil - PL. à Toulouse Mercredi - jeudi.
- Lille AG étudiant a d'appel Unef 30 mecs 1 adhésé.
- Poitiers a rappelle pour suivi
- Aix a appelle - toujours la parade!



Info Secrétariat

3 nov. 1986.

- Marc en suivi à Nancy - Pierre à PXII - Marianne à PXIII - Xavier à Ba - PL au BSN - Vincent en cours.
- Fabienne à Pau - pour AG des Adhérents élections de la direction
- Initiatives au Ministère cartes peto bien fournies - PL seul au Ministère.
- AG 70 étudiants à PXIII, l'UID ^{← ont tiré sur unité ≠ Desaguet} et venue avec 20 reco de tout Paris jour-camer. les copains ont bien tenu. affaire à suivre.
- FAGIF a fait tract appellat à la Manif du 6 nov (Boltra).
- Limoges 5 adhésions depuis le début de la semaine. AG aujourd'hui avec 200 étudiants. Toute la semaine se font amphus et lycées pour Manif ≠ desaguet jeudi AM. 17h. Paris veut faire nouvelle AG pour Grève ILLIMITÉE et générale !! veulent mouvement de grève dans toute la région : Toulouse - Poitiers Bordeaux et puis Nationale !
- Reçu au nom du BSN une lettre recommandée Poitiers ci-jointe
- Xavier à PX jeudi. Mariane à PXIII Jeudi au BSN Mercredi 9h30 → 13h
- Marc Mercredi à Jumein - PL à Toulouse Mercredi - jeudi
- Lille AG étudiant a d'appel Unef 30meus 1 adhés.
- Poitiers a rappelle pour suivi
- Aix a appelle - toujours la parade!

POITIERS, L'APPEL DES 700

COMITE D'UNITE

DES ETUDIANTS ET DE LEURS ORGANISATIONS
POUR LE RETRAIT DU PROJET DEVAQUET
ET LE RE-ENGAGEMENT FINANCIER DE L'ETAT

Le mardi 21 octobre, nous étions 700 pour dire: QUE NOUS SOYONS SYNDIQUES UNEF-ID, UNEF-SE OU NON SYNDIQUES, TOUS NOUS SOMMES UNIS POUR LE RETRAIT DU PROJET DEVAQUET.

Nous avons dit notre détermination d'aller jusqu'au bout pour gagner sur une exigence que nous jugeons fondamentale pour l'avenir de l'enseignement supérieur.

CETTE EXIGENCE, C'EST NOTRE UNITE REALISEE.

Notre unité, nous l'avons manifestée puissamment le 21 octobre, dans la rue: "L'université est un droit. Devaquet hors-la-loi". Nous saurons préserver notre droit, notre liberté de choisir une formation, une qualification pour un travail.

Et si Devaquet, qui aggrave une politique déjà engagée par les précédents gouvernements, n'a que faire de notre refus unanime de l'arbitraire, c'est-à-dire de l'autonomie qui détruit le cadre national des diplômes en réduisant l'accès au marché de l'emploi par le désengagement financier de l'Etat, alors NOUS FERONS PLUS FORT, NOUS IRONS JUSQU'AU BOUT, NOUS NE CEDERONS PAS.

Nous en appelons à tous les étudiants: NOUS POUVONS GAGNER.

Ce que nous avons réalisé à Poitiers

- arracher par l'unité des étudiants et des personnels l'annulation des hausses de droits d'inscription spécifique et leur remboursement effectif,
- à 700 affirmer qu'il est possible de faire reculer le pouvoir politique et l'administration,

cela doit être possible, c'est possible dans toutes les universités de France: nous pouvons pousser Devaquet à retirer son projet, nous pouvons obtenir le ré-engagement financier de l'Etat pour améliorer les conditions et la qualité de nos formations.

C'est pourquoi, parce que nous étions 700 pour dire: que nous soyons syndiqués UNEF-ID, UNEF-SE ou non syndiqués, tous nous sommes unis pour le retrait du projet Devaquet, nous, COMITE D'UNITE DES ETUDIANTS ET DES ORGANISATIONS POUR LE RETRAIT DU PROJET DEVAQUET ET LE RE-ENGAGEMENT FINANCIER DE L'ETAT, nous adressons solennellement

- au Bureau National de l'UNEF-ID,
- au Bureau National de l'UNEF-SE,

pour qu'ils fassent connaître notre appel à tous les étudiants, dans toutes les universités de France.

NOUS RENDONS PUBLIC NOTRE APPEL.

VIVE L'UNITE, TOUS A L'ASSEMBLEE GENERALE, JEUDI
30 OCTOBRE, A 14 H. 00, LETTRES & LANGUES, AMPHI 3.

JE SOUTIENS L'INITIATIVE DU COMITE D'UNITE:
U.F.R.:

SECTION:

JE VERSE:
AMPHI-T.D.-GROUPE:

Nantes :

Sylvie "persécutée" par l'U10 vis à vis appel de Caen

Nouvelle adresse : 1 avenue de l'Angévinnière 44100 St HERBLAIN
 par téléphone, laissez rendez-vous téléphonique au 16.40.63.65.64

Orléans :

Nouvelle chambre de Bounet n° 222 (au lieu de 224)

Lille :

Elections Jeudi 20 Dépôt Vendredi 14

Nombre de candidats : 87 au total.

FAGIF :

Collectif le 17 Novembre

Suis :

Mercredi

Dominique → P3

Patrice → Toulouse

Jeudi

Arnaud → Lille

(+ Marc, Jean Quentin, Djihad de)

Pierre part en vacances du Vendredi 7 au Mardi 11

Marc _____ du Samedi 8 au Mardi 11

revient par Grenoble les 12 et 13

Patrice revient de Toulouse Jeucredi Marti

Suis (suite)

Jeudi

Patrice → Toulouse

Marianne → P13

Pierre → P6-7

Laurence → Orléans

Xavier → P10

Vendredi

Marc → Lille

Laurence → Orléans